

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 8 au 14 avril 2025

Sommaire

Le chiffre de la semaine : la croissance mensuelle	2
Graphique de la semaine.....	2
En bref	3
Actualités macroéconomiques	3
CONJONCTURE	3
FINANCES PUBLIQUES	4
MARCHÉ DU TRAVAIL	4
Actualités commerce et investissement	4
COMMERCE	4
SANCTIONS.....	5
Actualités financières	5
REGLEMENTATION FINANCIERE	5

Le chiffre de la semaine : la croissance mensuelle

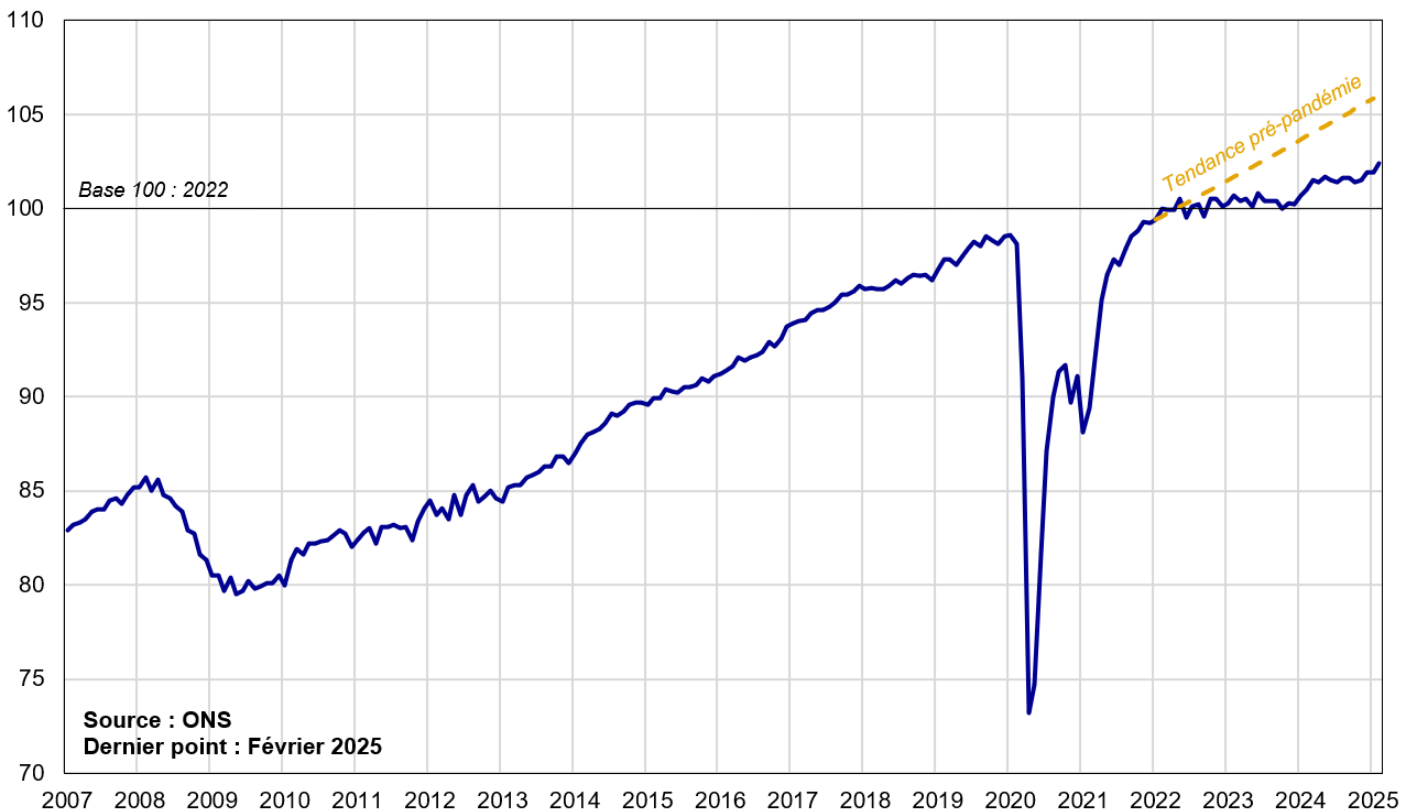
Selon l'ONS, le taux de croissance mensuel du PIB s'établit à **+0,5 %** en février, après **+0,0 %** en janvier, et au-dessus du consensus (+0,1 %). La décomposition sectorielle indique que le secteur industriel a positivement contribué à la croissance, grâce à une expansion de +0,2 % sur le mois, elle-même induite par une bonne performance de l'industrie manufacturière (+0,2 %). Du côté des services, le commerce de détail (+1,0 %), l'information et la communication (+2,2 %) ainsi que les services administratifs (+1,3 %) ont principalement participé à l'expansion du secteur (+0,3 %). Enfin, le secteur de la construction (+0,4 %) et le secteur agricole (-0,2 %) n'ont que marginalement contribué à la croissance mensuelle, leur poids étant faible dans la valeur ajoutée totale. Notons que les taux de croissance mensuels peuvent être volatiles et doivent être lus avec précaution.

LE CHIFFRE À RETENIR

+0,5 %

Graphique de la semaine

Evolution mensuelle du PIB britannique (2007-2025)



En bref

- La livre sterling continue de se déprécier par rapport à l'euro et atteint 1,1605 € (–0,4 % sur la semaine). Face au dollar américain, la livre s'apprécie fortement, à 1,3164 \$ (+3,5 % sur la semaine).
- Au 14 avril, le rendement du *gilt* (obligation souveraine) à 10 ans s'établit à 4,66 %, en légère hausse par rapport à la semaine passée (+6 pdb) – malgré un pic à 4,80 % en cours de semaine. En revanche, le *gilt* à 30 ans a atteint un pic depuis 27 ans, à 5,50 %.
- En raison de la volatilité sur les marchés financiers et des pressions existantes sur les rendements à long terme, la Banque d'Angleterre a [modifié](#) son calendrier de vente de *gilts* en remplaçant la vente de 600 M£ de titres longs par 750 M£ de titres courts.
- Un mémorandum d'accord entre le Trésor britannique et l'OBR [établit](#) un cadre de gouvernance, de gestion et de développement conjoints des modèles macroéconomiques partagés entre les deux institutions.
- L'Agence de crédit-export britannique ([UKEF](#)) apporte son concours à l'entreprise britannique Rosehill Polymers Group, fabricant de systèmes polymères utilisés dans les infrastructures routières, ferroviaires et énergétiques, par le biais d'une garantie de crédit ayant permis d'accélérer son déploiement à l'international et de soutenir des programmes d'apprentissage.
- Le secrétaire d'État au Commerce, Douglas Alexander, se [rend](#) en Chine pour participer à un salon des consommateurs et promouvoir les exportations britanniques sur le marché chinois.
- Le gouvernement britannique [rend](#) compte de l'avancée des négociations commerciales avec la Corée du sud.
- Le Royaume-Uni signe un Protocole d'accord ([MoU](#)) avec l'État de l'Illinois afin de renforcer la coopération économique et commerciale bilatérale, et de poser les bases d'une reconnaissance des qualifications professionnelles.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

Malgré une exposition commerciale limitée, les économistes [revoient](#) les prévisions de croissance à la baisse suite à l'annonce de la mise en place de droits de douane par l'administration de D. Trump. L'annonce de nouvelles barrières tarifaires par le président américain a provoqué une révision à la baisse des prévisions de croissance de l'économie britannique pour 2025: le consensus des prévisionnistes s'établit désormais à +0,8 % (après +1,2 % en janvier). Bien que le Royaume-Uni soit moins ciblé que d'autres partenaires commerciaux (en raison du poids des services – non concernés par les droits de douane – dans les échanges bilatéraux), l'incertitude généralisée affecte la confiance, l'investissement et les exportations. Selon la Deutsche Bank, l'application de droits de douanes pourrait détruire jusqu'à 100 000 emplois à court terme. Les marchés anticipent trois baisses de taux directeur par la Banque d'Angleterre en 2025, contribuant à atténuer l'impact négatif des droits de douane sur l'économie en assouplissant les conditions de crédit. Si certains analystes considèrent que le Royaume-Uni se situe dans une position relativement plus

favorable pour absorber le choc, ils s'accordent sur un affaiblissement durable des chaînes de valeur mondiales, avec un risque inflationniste à long terme.

La Banque d'Angleterre met en garde contre les répercussions des mesures protectionnistes américaines sur l'économie britannique. Selon la vice-gouverneure en charge de la politique monétaire, [Clare Lombardelli](#), l'instauration de nouveaux droits de douane par l'administration Trump devrait peser sur l'activité mondiale, tout en entretenant un climat d'incertitude susceptible de troubler les marchés financiers et de perturber l'exercice de prévision économique. Elle estime toutefois que les effets sur l'inflation dépendront largement des réponses des autres pays et des canaux de transmission internationaux, rendant l'analyse plus délicate. Pour [Sarah Breeden](#), vice-gouverneure en charge de la stabilité financière, l'instabilité liée aux décisions de politique commerciale risque de réduire la demande globale, en raison de la perte de confiance des consommateurs et des entreprises. De son côté, le gouverneur Andrew Bailey se veut rassurant sur la stabilité du système financier britannique, tout en reconnaissant que la situation actuelle appelle une vigilance accrue. La Banque d'Angleterre intégrera ces développements dans sa prochaine évaluation de la conjoncture, à l'occasion du prochain comité de politique monétaire en mai prochain.

Finances publiques

Le Premier ministre, Keir Starmer, a reproché à l'Office for Budget Responsibility (OBR) d'avoir ignoré les effets potentiels sur l'emploi de sa réforme des prestations sociales. Le Premier ministre britannique a exprimé sa frustration face au refus de l'OBR de comptabiliser les effets des réformes du système de protection sociale sur la création d'emplois, estimant que l'hypothèse d'un impact nul sur le comportement des bénéficiaires est irréaliste. L'OBR justifie son choix par un manque d'informations solides fournies par le gouvernement et des délais trop courts de transmission, promettant néanmoins une évaluation plus complète d'ici la publication du prochain rapport à l'automne. Tout de même, cette sortie illustre les tensions croissantes entre l'exécutif et l'institution de supervision budgétaire, dans un contexte où les finances publiques contraignent les plans de croissance du gouvernement : avant ces propos, la majorité travailliste avait au contraire plutôt cherché à renforcer le rôle de l'OBR.

Marché du travail

Le Bureau des statistiques nationales (ONS) prévoit de remplacer ses données sur le marché du travail d'ici novembre 2026, pour répondre aux critiques sur la qualité de ses statistiques. L'ONS a annoncé son intention de lancer une version révisée de son enquête sur le marché du travail, afin de devenir la principale source de données sur l'emploi d'ici novembre 2026. Cette décision fait suite à des critiques croissantes concernant des erreurs dans les indicateurs économiques et des retards dans la publication des données. Le taux de réponse à l'enquête sur le marché du travail a fortement chuté, compliquant l'analyse de l'évolution de l'emploi – notamment par la Banque d'Angleterre. L'ONS a également indiqué que des problèmes de financement et de gouvernance ont contribué à la dégradation de leurs productions statistiques.

Actualités commerce et investissement

Commerce

Soucieux de soutenir les industries les plus exposées aux montées des tensions protectionnistes, le gouvernement britannique a annoncé la suspension de ses droits de douane sur 89 lignes tarifaires ainsi qu'une hausse de la capacité de prêt de l'Agence de crédit-export (UKEF). La Chancelière de l'Echiquier, [Rachel Reeves](#), a défendu la préférence de son [parti](#) pour le libre-échange et l'engagement du gouvernement à soutenir les plus petites entreprises et la croissance dans le contexte

d'incertitude. Elle a annoncé la suspension des droits de douane jusqu'en juillet 2027 pour un large spectre de produits, allant des pâtes alimentaires aux outils de jardinage. Selon les estimations du gouvernement, ces mesures devraient entraîner 17 M£ d'économies pour les entreprises par an, et pourraient être répercutées en baisse de prix pour les consommateurs. En outre, le gouvernement a annoncé une hausse de la capacité de prêt de l'agence UK Export Finance (UKEF) de 20 Md£. *Les autres mesures annoncées par le gouvernement en soutien aux entreprises britanniques seront commentées dans les prochaines « Brèves sectorielles » du SER de Londres.*

Le Royaume-Uni accueille le 13ème [dialogue](#) économique et financier indo-britannique. Dans ce cadre, les ministres des finances des deux pays, R. Reeves et N. Sitharaman, ont annoncé [plusieurs](#) initiatives afin de renforcer la coopération des entreprises en matière de défense (feuille de route pour l'industrie de la défense), de services financiers (interconnexion des places financières, finance durable, FinTech) ou encore d'éducation (établissement d'un campus de l'université de Coventry en Inde). Ils souhaitent également approfondir leur collaboration sur le sujet de la résilience des économies, y compris dans les enceintes multilatérales (G20, banques de développement, FMI). Ce dialogue a été l'occasion pour les deux parties de [réitérer](#) leur engagement à conclure au plus vite les [négociations](#) en vue de la signature d'un accord de libre-échange, indiquant que des progrès significatifs avaient été fait sur certains dossiers sensibles (visa pour les travailleurs, accès au marché indien pour les exportations agricoles et automobiles, etc.).

Sanctions

Le Royaume-Uni [sanctionne](#) le réseau criminel implanté en Suède Foxtrot ainsi que son chef, Rawa Majid. Les autorités britanniques ajoutent [deux](#) entités à la liste des personnes nommément désignées en vertu du régime de sanctions à l'égard de l'Iran, du fait de leurs liens avec l'Iran et leur implication dans des attaques ciblées à l'égard des communautés juives en Europe.

Le Royaume-Uni sanctionne des [officiels](#) géorgiens, dont le procureur général, en raison de leur implication dans des violations de droits humains en Géorgie. En vertu du régime de sanctions contre les atteintes aux droits humains, les autorités britanniques ont désigné [quatre](#) nouvelles entités impliquées dans la répression violente de manifestations et des détentions arbitraires de membres de la société civile géorgienne.

Actualités financières

Réglementation financière

La Banque d'Angleterre (BoE) a publié le [compte rendu](#) de la réunion d'avril de son Comité de politique financière (FPC). Ce rapport, qui évalue l'état de la stabilité financière au Royaume-Uni et les risques qui la menacent, met en avant une aggravation des tensions économiques mondiales, en particulier en raison de nouvelles barrières tarifaires imposées par les États-Unis qui accentuent l'incertitude globale. Outre l'intégration du Royaume-Uni aux marchés internationaux, ce qui le rend particulièrement vulnérable à ces chocs, le FPC alerte sur les fragilités liées à l'endettement élevé de certains acteurs financiers, comme les hedge funds mais aussi sur celui des entreprises soutenues par le capital-investissement. Le rapport note également le risque accru de cyberattaques dans un contexte géopolitique tendu. Néanmoins, le FPC juge le secteur bancaire suffisamment solide pour faire face à d'éventuelles turbulences, et maintient le coussin contracyclique à 2 %.

La Prudential Regulation Authority (PRA), l'autorité de régulation prudentielle de la Banque d'Angleterre, lance une [consultation](#) visant à accélérer les investissements des assureurs britanniques dans l'économie nationale. La réforme porte sur le « *matching adjustment* » (MA), un mécanisme qui permet aux assureurs de réaliser des économies de capital prudentiel lorsqu'ils détiennent à maturité des instruments financiers permettant de couvrir leurs passifs. En simplifiant le processus d'approbation des investissements éligibles aux portefeuilles MA, la PRA souhaite permettre aux assureurs de commencer à investir avant de recevoir l'aval complet du régulateur. La PRA revient ainsi sur sa position initiale plus prudente consistant à valider un par un les projets d'investissement des assureurs dans le cadre de ces portefeuilles. Ce développement qui s'inscrit dans l'agenda pro-croissance du gouvernement.

Le Trésor britannique reconduit Nikhil Rathi, directeur général de la Financial Conduct Authority (FCA) pour un second mandat de cinq ans à la tête du régulateur, une première depuis sa création. Ce [renouvellement](#) souligne l'alignement de N. Rathi avec la stratégie du gouvernement britannique, qui souhaite stimuler la croissance et l'investissement en assouplissant certaines réglementations. Malgré des critiques sur certains dossiers, comme celui du financement automobile, et un premier mandat marqué par des tensions internes, son bilan est jugé globalement positif par le secteur financier, comme le rappelle le [Financial Times](#).

Deux fonds de pension de collectivités territoriales, ACCESS et Brunel, vont être contraints de [fusionner](#) avec d'autres entités concurrentes dans le cadre d'une réforme gouvernementale visant à accélérer la consolidation du secteur. Ces deux pools, qui gèrent à eux deux près de 90 milliards de livres, ont été jugés insuffisamment performants au regard de la vision du gouvernement, qui souhaite accélérer la consolidation des actifs pour stimuler la croissance économique. Cette décision, imposée par le Trésor et deux ministres, suscite de fortes critiques chez les gestionnaires concernés, qui dénoncent une approche précipitée, des coûts élevés liés à la fusion, et un manque de dialogue. Lancée en 2015, la consolidation du secteur des fonds de pensions des collectivités territoriales britanniques prend ainsi un tournant plus contraignant, avec l'objectif de maximiser l'efficacité d'un système appelé à atteindre 1 000 milliards de livres d'actifs d'ici 2040.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr